

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	54	21

N° de la séance : 02

Objet de la délibération : Direction des  
Affaires Juridiques - Procès-Verbal de la  
séance du 27 juin 2016 - Approbation

☒ Original  
▪ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2016.107

Date de la convocation :  
**Le 20/09/2016**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **10 OCT. 2016**

de la réception s/Préfecture  
en date du **10 OCT. 2016**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

  
Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 26 septembre 2016**

L'an deux mil seize et le 26 septembre à 17h15, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de septembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Nathalie DEPETRIS, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI

**PROCURATIONS :**

Marguerite BLAZY à Nathalie DEPETRIS, Roger CRESP à Gilbert TAULANE, Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Colette ZALMA à Jean Pierre MAURIN, Afrim KACA à Jean LEONETTI, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Abderrazak SALOUH à Henri GANNARD

**ABSENTS :**

Eric MELE, Gilbert HUGUES, Joseph VALETTE, Patrick DULBECCO, Angèle MURATORI, Albert CALAMUSO, Jean-Pierre DERMIT, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Khéra BADAoui**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Monsieur LEONETTI,**

Je vous invite à vous prononcer sur le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire en date du lundi 27 juin 2016.

Je vous propose d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire en date du lundi 27 juin 2016.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE** le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire en date du lundi 27 juin 2016.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 26 septembre 2016  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 26/09/2016  
Numéro : CC\_2016\_107  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Procès-Verbal de la séance du 27 juin 2016 - Approbation  
Matière : 5.2 - Fonctionnement des assemblées  
**Interlocuteur**  
Nom : CHALIER Vanessa

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : k2NKGnR

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 10/10/2016  
Identifiant : 006-240600585-20160926-CC\_2016\_107-DE

**Acte reçu**

Date : 26/09/2016  
Numéro interne : CC\_2016\_107  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 5  
Code matière 2 : 2  
Objet : Procès-Verbal de la séance du 27 juin 2016 - Approbation  
Classification utilisée : 01/04/2004  
Document : 006-240600585-20160926-CC\_2016\_107-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
006-240600585-20160926-CC\_2016\_107-DE-1-1\_2.PDF

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES  
ARRONDISSEMENT DE GRASSE



PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 27 JUIN 2016

ANTIBES, LE BAR-SUR-LOUP, BEZAUDUN-LES-ALPES, BIOT, BOUYON, CAUSSOLS, CHATEAUNEUF,  
CIPIERES, LA COLLE-SUR-LOUP, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, LES FERRES, GOURDON,  
GREOLIERES, OPIO, ROQUEFORT-LES-PINS, ROQUESTERON-GRASSE, LE ROURET, SAINT-PAUL-DE-  
VENCE, TOURRETTES-SUR-LOUP, VALBONNE, VALLAURIS GOLFE-JUAN, VILLENEUVE-LOUBET

La séance est ouverte à 17h05.

Le Conseil communautaire s'est réuni le vingt-sept juin deux mille seize, en séance publique, Maison des Associations, 288, chemin de Saint-Claude à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis, député-maire de la ville d'Antibes

**Monsieur le Président** – Mes chers collègues, nous commençons la séance par l'appel nominal habituel.

#### **PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI.

#### **PROCURATIONS :**

Lionnel LUCA à Jean LEONETTI, Thérèse ROUAZE à Michel BERTRAND, Henri GANNARD à Michelle SALUCKI, Michèle MURATORE à Béatrice VIGNOLO, Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Elisabeth JANIN à Michel ROSSI, Anne-Marie BOUSQUET à Jacques GENTE, Marina LONVIS à Angèle MURATORI, Afrim KACA à Audouin RAMBAUD, Christophe ETORE à Marc DAUNIS, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL.

#### **ABSENTS :**

Joseph LE CHAPELAIN, Eric MELE, Roger CRESP, Gilbert HUGUES, Claude BERENGER, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Abderrazak SALOUH, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI.

Les délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Les procurations étant transmises, nous pouvons aborder l'ordre du jour.

**Madame Khéra BADAoui**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, fonctions qu'elle a acceptées.



## Ordre du jour

1. Procès-verbal de la séance du 11 avril 2016 – Approbation
2. Compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau communautaire
3. Prise de la compétence « promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme et zones d'activités touristiques »
4. Compte rendu des avis de la commission consultative des services publics locaux
5. Anthéa – Convention de billetterie 2016 avec l'Office du tourisme d'Antibes Juan-les-Pins – Avenant numéro 2
6. Anthéa – Convention de billetterie 2017 avec l'Office du tourisme d'Antibes Juan-les-Pins
7. Commission d'appel d'offres – Principe de création
8. Commission d'ouverture des plis – Principe de création
9. Commission Politique de la ville – Remplacement d'un représentant de la commune du Rouret
10. Roquefort-les-Pins – ZAC les Hauts de Roquefort – Concession d'aménagement – Compte rendu annuel d'activité 2015
11. Service Parenthèse – Protocole d'accord visant à lutter contre les violences conjugales – Convention de partenariat portant sur la prise en charge des auteurs – Renouvellement
12. Service Prévention Jeunesse – Convention-cadre portant coopération renforcée avec la commune d'Antibes – Renouvellement
13. Service Prévention Jeunesse – Convention-cadre portant coopération renforcée avec la commune de Villeneuve-Loubet
14. Espace Info Energie – Mise en œuvre d'un programme de réduction des consommations électriques pour les ménages modestes
15. Fonds de concours relatif à l'aménagement et à l'accessibilité de zones à vocation économique – Approbation du règlement révisé
16. Team Côte d'Azur – Convention de partenariat
17. Actions culturelles communes à la médiathèque communautaire de Valbonne Sophia Antipolis – Convention de partenariat avec l'association VSA Lélé
18. Ouverture d'un espace multimédia à la médiathèque communautaire de Valbonne Sophia Antipolis – Convention de partenariat avec l'association Sports Loisirs Voyage
19. Participation des médiathèques communautaires au catalogue collectif des bibliothèques de l'enseignement SUDOC – Convention de partenariat avec l'Université de Nice Sophia Antipolis
20. Budget principal – Compte de gestion 2015
21. Budget principal – Compte administratif 2015
22. Budget annexe régie transport – Compte de gestion 2015
23. Budget annexe régie transport – Compte administratif 2015
24. Budget annexe des télépépinières – Compte de gestion 2015
25. Budget annexe des télépépinières – Compte administratif 2015

26. Budget annexe théâtre communautaire – Compte de gestion 2015
27. Budget annexe théâtre communautaire – Compte administratif 2015
28. Affectation du résultat 2015
29. Recueil des tarifs de la CASA 2016 – Mise à jour
30. Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) – Répartition 2016
31. Ajustement du tableau des effectifs
32. Convention de mise à disposition partielle du directeur de la communication de la CASA auprès de la Ville d'Antibes Juan-les-Pins
33. Plan de paysage de la CASA – Adoption
34. Animation des sites Natura 2000 « Préalpes de Grasse », « Rivière et Gorges du loup » sur la période 2017-2019 – Renouvellement de la candidature de la CASA
35. Animation des sites Natura 2000 « Dôme de Biot » sur la période 2017-2019 – Renouvellement de la candidature de la CASA
36. Conseil d'exploitation – Modification des membres
37. Modification des statuts du SYMITAM – Approbation
38. Convention-cadre relative à la tarification multimodale des autorités de transport des Alpes-Maritimes – Avenant numéro 1
39. Convention-cadre relative à la tarification multimodale des autorités de transport des Alpes-Maritimes – Avenant numéro 2
40. Mise en œuvre d'une tarification combinée TER/Envibus – Convention
41. Gamme tarifaire – Modification des pièces justificatives
42. Gamme tarifaire Envibus – Pass CFB – Année scolaire 2016-2017
43. Semaine des transports publics
44. Règlement de collecte communautaire – Modification
45. Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets – Exercice 2015
46. Lutte contre les dépôts sauvages et autres incivilités – Demande d'engagement des communes dans la mise en œuvre des sanctions pénales
47. Bailleurs – Entreprises sociales pour l'habitat (LOGIREM et SAMOPOR) – Participation au capital et désignation du représentant aux conseils d'administration
48. Fonctionnement du comité local pour le logement autonome des jeunes API PROVENCE – Convention triennale de partenariat
49. Création de la conférence intercommunale du logement
50. Adhésion du conseil de développement de la CASA à l'association TERCIT et désignation du représentant



**M. le Président** – Avant d’aborder l’ordre du jour, je souhaiterais vous présenter les résultats du questionnaire de la Communauté d’agglomération, auquel les villes qui ont voulu contribuer ont associé leur propre questionnaire, celui de la CASA correspondant à ses engagements et à ses compétences. Ainsi, que personne ne s’étonne que la sécurité, qui ne rentre pas dans les domaines de compétence de la Communauté, n’y figure pas.

[Projection vidéo]

**M. le Président** – Ce bilan ne présente pas de grosse différence avec les résultats d’Antibes sur des thématiques voisines. Les priorités des Français depuis des années sont l’emploi et la sécurité, avec des chiffres très proches sur le territoire national. En revanche, arrivent immédiatement dans les autres territoires les déplacements et l’habitat. En ce qui nous concerne, ce sont l’éducation et l’environnement. C’est la spécificité de notre territoire.

Nous avons affiné les résultats en fonction des usagers. Celui qui prend le bus et celui qui n’y monte pas choisissent tous deux le prix bas et la ponctualité, ces deux priorités étant encore plus importantes pour les gens qui prennent le bus. Il s’agit plutôt d’un élément positif, l’ambiance générale correspondant à l’utilisateur du transport en commun.

Le développement durable concerne plus les patrimoines et la tranquillité publique que les recherches d’environnement ou autres. Nous notons une augmentation de la demande de sanctions contre les incivilités, en particulier les dépôts sauvages ; du petit village du nord d’Antibes jusqu’à la ville d’Antibes, la demande est quasiment la même.

Les usagers du vélo demandent plus de vélos que les non-utilisateurs, ce qui paraît à peu près logique. De même, ceux qui ont recours au covoiturage considèrent que ce système doit être développé alors que l’ensemble de la population le classe plutôt en queue de liste.

La médiathèque et Anthéa présentent des chiffres plutôt satisfaisants, avec 46 % des gens qui fréquentent les médiathèques qui ont les mêmes opinions que ceux qui ne les fréquentent pas. Ainsi, le succès des médiathèques dépasse largement le cercle de ceux qui y vont. De même, 26 % des 17 000 réponses rapportent avoir fréquenté Anthéa au moins une fois. Le succès est assez significatif en à peine trois ans. Nous sommes actuellement à 11 000 abonnés.

Nous sommes confortés sur certains éléments tandis que sur d’autres où nous sommes plus faibles, nous travaillerons tous ensemble pour essayer de corriger en apportant plus de pédagogie, d’explication, de transparence et de concertation. Il ne s’agit pas non plus d’aller au-delà de ce qui est déjà satisfaisant. Par exemple, je ne vois pas ce que nous pouvons faire de plus pour rendre la programmation d’Anthéa plus attractive. Les plaintes que nous avons concernant le théâtre communautaire portent plus sur un manque de place plutôt qu’autre chose.

Par ailleurs, tout le monde nous demande de maîtriser les dépenses publiques. Je note une contradiction dans le fait de nous demander de faire plus tout en dépensant moins. Nous pouvons essayer d’optimiser les actions que nous menons en les rendant les moins coûteuses possible. Néanmoins, il faut aussi rester dans un cadre raisonnable qui correspond à la situation difficile que traverse notre pays et l’ensemble de l’Europe, et même l’ensemble du monde, sur le plan financier. Quant à la fiscalité modérée pour favoriser l’emploi, cette demande tombe bien parce que les fiscalités de la Communauté d’agglomération, comme celles de nos villes d’ailleurs, sont basses par rapport aux collectivités de même strate.



Les résultats du questionnaire sont en ligne sur le site. La façon dont nous aborderons les problèmes qui se posent va nécessiter une réflexion. Nous considérons que rien n'est à rejeter. Cependant, il existe une hiérarchie dans les projets qui tient compte des attentes et des inquiétudes de nos concitoyens.

Nous tenons parfois compte d'une pétition de 30 personnes. En l'occurrence, et il s'agit d'un très beau résultat, nous avons 17 000 personnes qui prennent le temps de répondre à dix questions, avec cinq items par question, et qui au bout renvoient leur questionnaire. La consultation est assez significative.

En tant qu'élus, nous avons la responsabilité de tenir compte des interprétations de ces résultats pour qu'ils se traduisent en actions. Nous luttons déjà contre les dépôts sauvages. Si la demande correspondante reste encore élevée, cela signifie que les gens sont encore insatisfaits. L'ensemble des villes doit délibérer. Nous avons par le passé essayé d'harmoniser les sanctions ; il s'agit maintenant de les augmenter et d'avoir une action mieux concertée et plus efficace dans ce domaine. Les villes littorales jusqu'aux villages du moyen et du haut pays sont concernés.

Y a-t-il des remarques particulières ? Digérons tout cela et surtout, essayons d'en faire une action qui s'appuie sur une volonté populaire.

## **ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

### 1. Procès-verbal de la séance du 11 avril 2016 – Approbation

**M. le Président** – Y a-t-il des remarques particulières ? Je sou mets le procès-verbal au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

### 2. Compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau communautaire

**M. le Président** – Y a-t-il des remarques ? Même vote ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

### 3. Prise de la compétence « promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme et zones d'activités touristiques »

**M. le Président** – La nouvelle loi impose que nous prenions cette compétence. Nous avons beaucoup travaillé pour trouver la méthode la plus efficace. Néanmoins, quelques zones restent floues. La prise de compétence « tourisme » est désormais obligatoire. Il ne s'agit pas d'une option.

Les villes classées « touristiques » transfèrent à la Communauté d'agglomération leur activité touristique et leur personnel selon une clé de répartition. La CLECT (commission locale d'évaluation des charges transférées) va évaluer dans chaque endroit le montant que les villes et villages consacraient à cette promotion touristique pour les transférer à la CASA en même temps que le bilan financier.

L'action que nous avons décidé de mener ensemble est essentiellement une action de promotion et de coordination du tourisme sur l'ensemble du territoire. Nos concitoyens nous demandent de promouvoir les activités touristiques et culturelles. Il se peut que nous ne le fassions pas de manière coordonnée. Des guides touristiques sur vos tables ont démontré que nous avons déjà commencé cette action de coordination et de promotion.

Enfin, il ne s'agit pas non plus de bouleverser les offices du tourisme qui deviennent des points d'information touristique en déplaçant les personnels. Nous n'allons pas centraliser à un seul endroit le personnel qui se trouve à la commune du Valbonne, de Biot et de Vallauris. L'intérêt de la promotion touristique, c'est d'avoir justement des gens compétents sur les sites qui existent. Ce transfert va s'effectuer ; je propose à Christophe JARTOUX de le présenter. La Communauté d'agglomération a, dans sa charte, le respect des identités communales qui, à nos yeux, doit persister même si la compétence est désormais communautaire.

Interruption de la séance.

**M. JARTOUX** – Merci, M. le Président. Bonjour à toutes et à tous. En complément des éléments qui viennent d'être évoqués, je ferai une présentation en plusieurs points :

- un rappel rapide de la loi, pour que nous ayons tous en tête ce qui est transféré et ce qui ne l'est pas ;
- une photographie de l'existant en matière d'offices de tourisme sur la CASA et de diversité des statuts juridiques et des activités ;
- un point sur le processus de transfert ;
- une présentation de la situation actuelle et de l'état des relations entretenues avec tous les offices de tourisme ainsi que de la nature des éléments qui nous sont parvenus à ce jour pour pouvoir opérer le transfert ;
- le calendrier schématique du transfert.

Ce que dit la loi est assez clair : sont transférées les missions régaliennes des offices de tourisme, c'est-à-dire tout ce qui relève de l'accueil, de l'information, de la promotion touristique et de l'animation des professionnels du tourisme ; sont exclus de ce champ à la fois l'événementiel mais aussi tout ce qui donne lieu à une activité commerciale des offices de tourisme.

La loi NOTRe (loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République) propose, au-delà de cet aspect, un aménagement particulier qui consiste à permettre aux stations classées de tourisme de bénéficier d'offices de tourisme qui vont continuer d'exercer sur le seul périmètre communal. Néanmoins, cela ne signifie pas que les activités régaliennes ne sont pas transférées. Un certain nombre de communes de la CASA sont concernées par cette exception possible.

Enfin, les offices de tourisme transférés deviennent des bureaux d'information touristique ; ce qui sur d'autres territoires serait un office de tourisme intercommunal serait à la CASA probablement une mission « tourisme ».

En matière de photographie des offices de tourisme sur la CASA, nous avons douze offices de tourisme sur le territoire :

- six offices de tourisme intégrés dans les communes, qui sont soit en régie autonome soit en régie simple ;

- trois EPIC (établissements publics à vocation industrielle et commerciale) sur Antibes, Vallauris et La Colle-sur-Loup ;
- trois associations (Gréolières, Villeneuve-Loubet, Saint-Paul-de-Vence).

Nous avons six stations classées de tourisme. Ce classement permet, dans le cadre de la loi NOTRe et du transfert de compétence, et si le Conseil communautaire le souhaite, de maintenir les offices de tourisme pour qu'ils puissent intervenir uniquement sur le périmètre des communes. Ces classements vont tomber fin 2017. Nous sommes certains à ce jour que le classement de la ville d'Antibes sera maintenu.

Par ailleurs, plusieurs communes de l'Agglomération adhèrent à des structures qui font de la promotion touristique, n'étant pas en capacité souvent de conduire elles-mêmes cette promotion. Ainsi, nous avons le pôle touristique de Grasse et le SIVOM de Vence auxquels adhèrent des communes de la CASA. Même si l'adhésion des communes à ces structures va être impactée par le transfert, leur collaboration malgré tout va pouvoir se poursuivre.

Concernant le processus de transfert, comme la totalité de la compétence « tourisme » n'est pas transférée et que tous les offices de tourisme de la CASA exercent à la fois des activités qui vont être transférées et d'autres qui seront facultatives, notamment celles autour de l'évènementiel et de l'activité commerciale, il va falloir faire un travail de découpage qui consiste à isoler les activités à transférer, avec une traduction de ces activités à la fois en matière de ressources humaines puis en matière financière et matérielle. Par conséquent, il s'agit d'identifier tous les personnels affectés à ces missions, toutes les dépenses réalisées dans le cadre de leur exercice ainsi que tous les matériels et locaux qui leur sont attribués. Il convient également d'avoir une liste exhaustive de tous les marchés et contrats en cours et enfin, de regarder comment chaque commune contribue, dans le cadre de son adhésion, soit au pôle touristique de Grasse, soit au SIVOM de Vence.

L'objectif est de pouvoir transférer les personnels affectés à 100 % aux missions régaliennes. Par conséquent, ces personnels qui travaillent dans des régies, dans des associations ou dans des EPIC vont être transférés à la CASA. Il s'agit également de CLETer l'ensemble des charges directes et indirectes affectées aux missions régaliennes. Par ailleurs, avant le 1<sup>er</sup> octobre et si le Conseil communautaire le décide, l'ensemble des offices de tourisme implantés sur des stations classées de tourisme devront être maintenus à périmètre territorial limité – six communes et six offices de tourisme sont concernés – ceci dans la perspective du renouvellement ou pas de ce classement et donc du maintien définitif de ces offices à périmètre territorial limité. Ces offices, même s'ils sont maintenus sur une action communale, vont malgré tout être transférés. Il ne s'agit pas d'une exception au transfert mais simplement d'un aménagement du transfert.

Enfin, il s'agit de donner à la CASA la possibilité de financer en lieu et place des communes une participation au pôle touristique de Grasse et/ou au SIVOM de Vence pour permettre aux communes de continuer à bénéficier de la promotion touristique.

Ce transfert est préparé de plusieurs manières. D'abord, l'organisation de réunions collectives permet d'informer l'ensemble des communes et offices de tourisme du territoire mais également les territoires qui n'ont pas d'office de tourisme et qui pourraient éventuellement être concernés par des activités potentiellement transférables. Plusieurs réunions ont eu lieu. L'objectif est à la fois de sensibiliser au contenu de ce transfert mais aussi de pouvoir discuter pour recueillir dans les meilleures conditions possible les données techniques qui vont permettre le transfert, lesquelles sont traitées par la CASA dans une cellule de coordination interne qui réunit l'ensemble des directions concernées pour que ce soit le plus fluide possible. Puis, les demandes faites à chaque office de

tourisme et à chaque commune sont adaptées en permanence au regard de la difficulté que nous avons éventuellement à obtenir les données. Ce n'est pas simple pour les offices de tourisme et les communes de distinguer ce qui est régalien, donc transféré, de ce qui est facultatif, donc pas transféré.

Autre élément de la méthode, un questionnaire a été envoyé il y a quelques semaines à l'ensemble des offices de tourisme et des communes avec une demande de retour des informations pour le 14 juin. Ces informations commencent à nous revenir. J'ai reçu il y a quelques secondes un mail d'Opio, qui est concerné par un transfert quasi complet, m'informant que les données sont transférées. Nous organisons des entretiens de façon individuelle avec chaque office de tourisme et chaque commune pour les aider à formaliser le transfert des données. Enfin, les communes qui ne sont pas directement concernées par le transfert sont également consultées et rencontrées parce que des actions pourraient potentiellement être valorisées. En l'occurrence, nous commençons également à avoir un retour assez conséquent d'information.

Pour terminer sur l'organisation des instances nécessaires au transfert, nous délibérons ce jour sur la prise de compétence. Dans les mois qui viennent, nous mettrons en place – si vous le décidez – un mandat de gestion qui va permettre une transition entre l'exercice par les communes de l'activité « tourisme » et ensuite par la CASA. C'est une façon de mettre un peu d'huile dans les rouages et de faciliter le transfert. Nous délibérerons avant fin septembre sur le maintien des offices de tourisme à périmètre territorial limité. Puis les communes elles-mêmes devront à la fois, de façon identique à la CASA, délibérer sur le transfert de la compétence puis adopter la convention de mandat de gestion. Ensuite, s'agissant de mandat de gestion, nous aurons deux CLECT : une CLECT provisoire pour faire l'état des dépenses engagées sur l'exercice des compétences régaliennes et des comités techniques CASA et communes pour le transfert de personnel puis une CLECT définitive pour le transfert définitif de la compétence. Je n'irai pas plus dans le détail. Merci.

Reprise de la séance.

**M. le Président** – Nous sommes déjà bien rentrés dans le détail. Vous avez compris que la volonté de la Communauté d'agglomération, c'est d'essayer de promouvoir le tourisme sans pour autant rentrer dans un bouleversement global et une centralisation de l'ensemble des actions. La loi, c'est la loi, donc on l'applique.

Les éléments majeurs pour le tourisme de ce territoire sont sa coordination et sa valorisation. Désormais, la Communauté d'agglomération – regardons le côté positif des choses – a la capacité de valoriser des actions, qui l'étaient peu antérieurement parce qu'elles étaient dans un village, dans un territoire ou dans un contexte dans lequel elles n'apparaissaient pas comme pouvant avoir un retentissement régional. Ce qui se fait par exemple à Biot en matière de musique classique est particulièrement remarquable mais n'a pas le rayonnement que cela pourrait avoir si la CASA se chargeait de cette activité. En revanche, c'est toujours la ville de Biot qui organisera la manifestation, de même que c'est toujours la ville d'Antibes qui organisera le jazz. C'est la partie « promotion et accueil » qui est transférée et non pas les activités de chaque ville et village. Chacun continuera à loisir de développer une activité touristique, de la choisir à l'intérieur de sa ville et ensuite de demander à ce que la Communauté d'agglomération éventuellement en fasse la promotion. La CASA ne va pas s'occuper de tout. Elle ne va pas décider de la manifestation sur la mer qui aura lieu à Golfe-Juan ou de la manifestation qui va se dérouler à La Colle-sur-Loup, à Valbonne, à Biot ou ailleurs. En revanche, nous essayerons de coordonner et de promouvoir des actions au travers de ce transfert.

Ensuite, le transfert est compliqué. Rendons-le simple. Un office de tourisme implanté dans une ville touristique est transféré mais son périmètre d'action reste dans le territoire antérieurement défini. Ce serait bien si nous pouvions faire cela un peu partout. Le mieux, c'est de laisser les agents qui reçoivent les touristes à Vallauris Golfe-Juan pour la valorisation et l'accueil, d'abord parce qu'ils connaissent le territoire, ensuite parce qu'ils sont formés pour et enfin parce qu'ils ont vocation à poursuivre leur activité actuelle. Puis, dans une élégante simplification de notre organisation, leur salaire sera versé par la Communauté d'agglomération après que la commune de Vallauris Golfe-Juan ait payé le salaire au travers de la CLECT. Dans dix ans, les dispositions statutaires et financières n'évolueront pas, la CLECT étant fixée à l'année de transfert. En tout cas, des bouleversements très importants n'auront pas lieu. Au milieu de la complexité dans laquelle nous avançons, essayons d'être simples et efficaces dans la coordination et la promotion de l'activité touristique sur l'ensemble du territoire de la CASA.

Par ailleurs, la promotion du tourisme est une compétence qui dépasse les territoires des agglomérations. Il existe un comité du tourisme régional ainsi qu'une mission régionale, la compétence « économie » étant progressivement transférée à la Région. En l'occurrence, il s'agit de trouver des actions qui permettent la promotion du territoire. La Ville d'Antibes faisait auparavant la promotion de la Côte d'Azur. Aujourd'hui, c'est la Communauté d'agglomération qui essaiera de « vendre » à l'international ou au national des événements beaucoup plus diversifiés sur l'ensemble du territoire. La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis ne choisit pas particulièrement de mettre en œuvre ce transfert. La loi existe et s'applique.

Je vous propose de délibérer sur les stratégies qui sont les nôtres. Nous avons en même temps le « droit » de mettre en place une taxe de séjour communautaire, une éventualité qui a été écartée par le bureau des maires de la Communauté d'Agglomération. La possibilité de transférer les taxes de séjour à la Communauté d'Agglomération également n'a pas été retenue dans sa version la plus complexe. Par conséquent, il n'y aura pas d'impôt supplémentaire à l'occasion de ce transfert.

Je vous demande de valider :

- les modalités nous permettant de nous doter de la compétence obligatoire ;
- une modification des statuts de la CASA ;
- la saisie selon les modalités prévues par le Code général des collectivités territoriales pour aller dans l'orientation qui vient d'être proposée.

Y a-t-il des remarques particulières ? Je sou mets au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

#### 4. Compte rendu des avis de la commission consultative des services publics locaux

**M. le Président** – Le compte rendu porte sur l'ensemble des modes de gestion des services publics locaux de la CASA, notamment sur les rapports annuels 2014 des administrateurs des sociétés publiques locales (théâtre communautaire d'Antibes, Sophia Antipolis Avenir...), le rapport annuel du délégataire de Nautipolis, le bilan d'activités de la régie Envibus et le rapport annuel des déchets. Tous ces éléments sont soumis par ailleurs dans d'autres délibérations au Conseil communautaire. Il s'agit d'une information. Y a-t-il des remarques particulières ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

5. Anthéa – Convention de billetterie 2016 avec l’office de tourisme d’Antibes Juan-les-Pins – Avenant numéro 2

**M. le Président** – Cette convention permet aux manifestations artistiques de qualité d’Anthéa de bénéficier de subventions de casinos, à condition que la structure d’accueil soit un EPIC et pas une SPL. C’est la raison pour laquelle l’office de tourisme est associé et « porte » un certain nombre de manifestations qui se déroulent à Anthéa. A la suite de la modification de la programmation, certains spectacles passent à l’office du tourisme et d’autres restent à Anthéa. Il s’agit d’artifices purement techniques, toutes les manifestations étant en réalité programmées par le directeur. Qui est contre ? Qui s’abstient ?

*Délibération adoptée à l’unanimité.*

6. Anthéa – Convention de billetterie 2017 avec l’office de tourisme d’Antibes Juan-les-Pins

**M. le Président** – Les modalités sont les mêmes que pour la délibération précédente, avec un office de tourisme des congrès qui est la prolongation de l’office de tourisme sur le théâtre communautaire dans le cadre du festival Les Nuits d’Antibes. Même vote ?

*Délibération adoptée à l’unanimité.*

7. Commission d’appel d’offres – Principe de création

**M. le Président** – Des modifications survenant dans le Code des marchés publics, il convient d’adopter le principe de la création d’une commission d’appel d’offres avec des évolutions des seuils de marché. Il faudra désigner cinq titulaires et cinq suppléants membres du Conseil pour siéger à cette commission, ce que nous ferons lors du prochain Conseil communautaire, la concertation avec l’ensemble des élus n’étant pas achevée. Des modifications peu significatives du Code des marchés publics nous imposent de refaire une commission d’appel d’offres. Je sou mets au vote cette délibération de principe pour se mettre en conformité avec la loi. Qui est contre ? Qui s’abstient ?

*Délibération adoptée à l’unanimité.*

8. Commission d’ouverture des plis – Principe de création

**M. le Président** – La COP (commission d’ouverture des plis) doit intervenir à différents stades. Je vous proposerai de voter cinq membres titulaires et cinq suppléants au prochain Conseil communautaire, après concertation avec l’ensemble des élus. Même vote ?

*Délibération adoptée à l’unanimité.*

9. Commission Politique de la Ville – Remplacement d’un représentant de la commune du Rouret

**M. le Président** – A la suite de la démission de Monsieur Luc DEMERSSEMAN de son mandat, la commune du Rouret propose Monsieur Maurice CASCANI pour le remplacer. Qui est contre ? Qui s’abstient ?

*Délibération adoptée à l’unanimité.*



## **ACTION FONCIERE**

### 10. Roquefort-les-Pins – ZAC les Hauts de Roquefort – Concession d'aménagement – Compte rendu annuel d'activité 2015

**M. le Président** – Il s'agit d'approuver ce compte rendu. Cette ZAC des Hauts de Roquefort comprend différentes organisations d'intérêt général et en même temps d'intérêt communautaire. L'état des lieux est joint en annexe. Monsieur le Maire de Roquefort approuve l'avancement des travaux qui comprennent une déchèterie, une caserne des pompiers, un aménagement paysager, une voie périmétrale, du logement et un centre technique. Je sollicite votre approbation. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

## **POLITIQUE DE LA VILLE**

### 11. Service Parenthèse – Protocole d'accord visant à lutter contre les violences conjugales – Convention de partenariat portant sur la prise en charge des auteurs – Renouvellement

**Mme SALUCKI** – Dans le cadre de la Politique de la ville, il s'agit de renouveler avec le service Parenthèse un protocole d'accord visant à lutter contre les violences conjugales et une convention de partenariat portant sur la prise en charge des auteurs. Le service Parenthèse de la direction de la cohésion sociale, situé sur la commune d'Antibes Juan-les-Pins, exerce et développe une mission d'écoute, d'information et d'accompagnement des personnes victimes de violences conjugales. Dans ce cadre, il est mis en œuvre un protocole d'accord visant à lutter contre les violences conjugales par une convention de partenariat avec le tribunal de grande instance de Grasse, la délégation départementale au droit des femmes de la préfecture des Alpes-Maritimes, la sous-préfecture de Grasse, le centre hospitalier d'Antibes Juan-les-Pins et la CASA.

Du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2015, 165 auteurs ont signé le protocole d'accord. Aussi, le parquet du tribunal de grande instance dénombre à ce jour seulement 3 % de récidivistes. Fort de ce bilan très positif, et à la demande de Monsieur le Procureur de la République près du TGI de Grasse, il est proposé de procéder au renouvellement de ladite convention qui arrive à échéance en octobre 2016. Le service Parenthèse coordonne une procédure de prise en charge psychologique destinée aux auteurs de violences conjugales primodélinquants sur décision et orientation du parquet du tribunal de grande instance de Grasse.

Il s'agit d'un traitement alternatif qui peut aboutir au classement sans suite de la plainte. Inversement, en cas de non-exécution de la mesure ou de récidive, le procureur de la République pourra diligenter des poursuites pénales. Une session d'accompagnement correspond à huit séances réunissant un même groupe d'auteurs. Quatre sessions annuelles sont envisagées, représentant au maximum 13 314 € toutes taxes comprises, cofinancées à la fois par l'Etat au titre du fonds interministériel de prévention de la délinquance et par la CASA.

Je vous invite à approuver le principe de mise en œuvre du protocole d'accord visant à lutter contre les violences conjugales.

**M. le Président** – Merci. Je me permets de souligner l'intérêt, non pas des mesures pénales qui se sont alourdies il y a quelques années, mais de cette procédure que nous pourrions qualifier de douce et qui s'adresse aux primodélinquants. Nous avons à peine 3 % de récidive.

Je rappelle qu'un jour sur deux, une femme en France meurt sous les coups d'un homme. Nous anticipons en faisant prendre conscience aux gens les risques auxquels ils exposent leur conjoint le plus souvent avec ces pratiques. Nous pouvons agir avec efficacité au lieu de brandir trop tard une menace pénale qui malheureusement intervient lorsque les violences ont atteint des sommets insupportables. Le procureur nous redemande de reconduire un excellent dispositif qui est porté par Madame SALUCKI.

Je sou mets la proposition au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

12. Service Prévention Jeunesse – Convention-cadre portant coopération renforcée avec la commune d'Antibes – Renouvellement

**Mme SALUCKI** – les Chantiers Ecoles, les opérations Courts Chantiers ou encore le BAFA Solidaire ont été mis en œuvre sur la période 2013-2016 par les directions de la cohésion sociale de la CASA et Jeunesse Loisirs de la ville d'Antibes Juan-les-Pins. Ces différentes actions menées conjointement ont permis d'une part de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et d'autre part, de prévenir les actes de délinquance et la récidive.

Au regard du bilan positif de ce partenariat, la CASA et la commune d'Antibes Juan-les-Pins souhaitent le renouveler sur la période 2016-2020. Ce partenariat ne donnant pas lieu à une augmentation significative des charges pour les deux parties, il est conclu à titre gratuit. La présente convention est fixée pour une durée de quatre ans. A compter de sa date d'exécution, elle pourra être renouvelée de façon expresse. Je vous invite à émettre un avis favorable.

**M. le Président** – Villeneuve-Loubet fera l'objet d'une délibération similaire tout de suite après. Ces conventions démontrent que les services « jeunesse » interviennent à la frontière de la prévention et que les services de prévention de la délinquance sont de caractère communautaire. Pour avoir une fluidité entre les différentes actions, il faut bien qu'il y ait des conventions, à titre gratuit parce qu'il s'agit d'échanges d'informations et d'actions.

Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

13. Service Prévention Jeunesse – Convention-cadre portant coopération renforcée avec la commune de Villeneuve-Loubet

**Mme SALUCKI** – La commune de Villeneuve-Loubet mène des actions d'accès au droit, d'insertion par l'économie et de prévention de la délinquance, notamment celle dite secondaire. Ces actions en direction d'un public ciblé sont destinées à réduire les comportements inadaptés grâce à un accompagnement éducatif spécialisé et tertiaire. Les volets curatifs de la prévention sont destinés à prévenir et à traiter la récidive. Le service « jeunesse, Politique de la ville et insertion professionnelle » de la commune de Villeneuve-Loubet met également en œuvre une politique « jeunesse » auprès des 12-25 ans orientée vers des missions sociales, éducatives et culturelles. Dans ce cadre, la commune, la mission locale et les associations locales intervenant auprès des publics jeunes, adultes et des familles interviennent avec la CASA. Il est alors primordial qu'une coopération renforcée se réalise dans un souci d'efficacité, d'efficience et d'amélioration du service public envers les jeunes.

Une convention fixant les modalités de cette coopération renforcée définissant les différents moyens mis en commun ainsi que les conditions de réalisation des actions est proposée à l'approbation du Conseil communautaire. Je sollicite votre avis favorable.

**M. le Président** – Même vote ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

## **ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITE**

14. Espace Info Energie – Mise en œuvre d'un programme de réduction des consommations électriques pour les ménages modestes

**M. le Président** – J'ai l'honneur de présenter une délibération de Lionnel LUCA qui, malheureusement, ne peut pas être parmi nous ce jour.

Cette délibération concernant les Espaces Info Energie s'inscrit dans le cadre de l'environnement et de la biodiversité. Dans le plan climat énergie territorial de la mission de conseil de son Espace Info Energie, la Communauté d'agglomération essaie de limiter la consommation d'énergie. A vu des résultats du questionnaire, le sujet n'est pas considéré comme prioritaire. Néanmoins, ça l'est chez les personnes à revenu modeste. L'énergie est une dépense « obligatoire » qui, en même temps, atteint un seuil à peu près équivalent par habitant. Ainsi, elle vient amputer un budget déjà contraint.

C'est la raison pour laquelle nous vous proposons une convention de partenariat entre la CASA et la société Objectif Eco Energie, qui est validée et labellisée par le ministère de l'Economie, du Développement durable et de l'Energie, et qui permet dans certaines circonstances d'apporter des explications mais également la distribution gratuite d'ampoules qui favorisent des économies d'énergie dans les Espaces Info Energie pour les publics qui ont des difficultés à régler leur note énergétique. La convention est conforme à la loi du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique qui oblige les vendeurs d'énergie, appelés les obligés, à réaliser des économies d'énergie et qui leur offre la possibilité de se libérer de l'obligation en se regroupant au sein d'une structure telle que nous venons de la décrire.

Je vous propose d'approuver ce texte. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

*Départs de Mesdames Martine SAVALLI (procuration à Françoise THOMEL) et Anne-Marie BOUSQUET (procuration à Jacques GENTE).*

## **DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

15. Fonds de concours relatif à l'aménagement et à l'accessibilité de zones à vocation économique  
– Approbation du règlement révisé

**M. DAUNIS** – Mes chers collègues, en tant qu'établissement public de coopération intercommunale, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis doit intervenir uniquement sur son territoire et dans son domaine de compétence. Néanmoins, la loi a prévu une dérogation.

Il s'agit de créer des fonds de concours qui permettent d'accompagner des communes membres dans leurs projets.

Dès l'origine, en 2004, nous avons créé un fonds de solidarité vis-à-vis des communes de notre territoire. En décembre 2015, nous avons souhaité créer un deuxième fonds qui, lui, s'attacherait plus particulièrement au financement d'équipements publics nécessaires à l'accompagnement et à la mise en place, au développement ou au maintien de zones à vocation économique. En effet, nous avons tout intérêt à ce que notre territoire continue à créer de l'activité, de la richesse et de l'emploi à divers titres. Nous l'avons vu dans les résultats du questionnaire. Par ailleurs, nous avons des enjeux à relever en termes de déplacement et d'attractivité du territoire. Nous devons agir de façon cohérente, coordonnée dans nos politiques publiques et souvent en mobilisant le Département, la commune en question, bref les différents partenaires.

Il vous est proposé de réviser notre règlement du fonds de concours en précisant un seuil minimum d'investissements totaux à l'échelle du projet portant éligibilité de ce dernier à 10 millions d'euros TTC. Ensuite, le recensement des projets d'aménagement de zones à vocation économique sera réalisé sur la période 2016 à 2020 avec un planning actualisé, sachant que les communes devront déposer leurs dossiers au 30 septembre 2016 au plus tard et que nous délibérerons sur ces attributions en décembre 2016. La contribution maximale de la CASA est portée à 30 % dans la limite d'un soutien plafonné à 3 millions d'euros.

Il vous est proposé d'approuver cette révision de règlement et d'approuver le règlement lui-même ainsi que les annexes correspondantes.

**M. le Président** – Merci, Monsieur le Sénateur-maire. Le développement économique de la CASA est une compétence CASA. Quel intérêt une ville a-t-elle aujourd'hui à développer un espace économique ? La ville va dépenser de l'argent pour l'accessibilité et les infrastructures mais au final, le revenu de l'activité économique ira à la CASA. C'est la raison pour laquelle dans les dotations de solidarité, nous avons mis un volet « économique » pour continuer à inciter l'ensemble des villes à continuer à faire du développement économique. En même temps, certaines se retrouvent en face de difficultés qui font que pour accéder à ces zones, elles se trouvent dans l'obligation de créer des lois et donc d'appeler à la dépense publique. Il était donc logique que la Communauté d'agglomération vienne apporter son concours aux villes qui ont cet engagement, l'intercommunalité étant le principal bénéficiaire, avec le Département, de l'implantation de ces zones économiques. Il se pourrait qu'à l'avenir, les communautés d'agglomération prennent la totalité de ces zones économiques en responsabilité. Il est prévu qu'à terme, dans les nouvelles lois, certaines zones d'activités économiques soient prises en compétence par la Communauté d'agglomération. A ce moment-là, cette délibération ne sera qu'une étape vers la responsabilité totale de la Communauté sur les zones économiques.

Cette délibération de bon sens nous permet de continuer à avancer vers le développement économique de notre territoire. L'économie, c'est la croissance et la croissance, c'est l'emploi.

Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Merci de votre approbation.

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

#### 16. Team Côte d'Azur – Convention de partenariat

**M. DAUNIS** – Le sujet concerne toujours le développement économique de notre Communauté d'agglomération. L'économie de notre territoire ne se résume pas à Sophia Antipolis.

Nous devons également assumer le fait que nous sommes la première technopole d'Europe, avec actuellement 35 000 salariés et un renom universitaire. Il faut se féliciter de la labellisation IDEX (Initiative d'excellence) de l'université à travers sa communauté universitaire dite UCA JEDI (*joint, excellent and dynamic initiative*) qui nous place dans le peloton de tête des universités françaises.

En matière d'attractivité du territoire, nous avons pu vérifier que nous étions capables de faire face à un drame comme la fermeture de Texas sans que cela ne devienne une catastrophe absolue. Nous étions quand même arrivés à des solutions de reclassement à 75 %. Une réponse à un tel challenge sur notre territoire ne peut pas être spontanée. Le questionnaire a démontré que le soutien à l'économie, particulièrement aux jeunes entreprises innovantes et à tout ce secteur de la recherche et développement, constitue un point fort de Sophia mais sur lequel une compétition internationale ne fait que croître et embellir au fil des décennies. Notre attractivité pouvait apparaître comme naturelle il y a de cela vingt ou trente ans en arrière. Aujourd'hui, elle demande sans cesse à être renouvelée, démontrée, prouvée... Le terme de « marketing territorial » résume bien cela. Nous devons être capables de mettre en avant nos atouts mais en même temps de les générer.

Le logement est un sujet central lié à l'attractivité de la technopole. Nous nous y attelons. Les déplacements font également partie des questions soulevées. En matière d'éducation, le rôle du centre de formation opérationnel de Valbonne est majeur par rapport à cette attractivité. Les conditions et la qualité de vie sont également prises en compte, avec l'ouverture sur le secteur des Trois Moulins de la salle de sport, le théâtre... Tout cela concourt à cette attractivité.

Or, au niveau mondial, la concurrence est de plus en plus forte. Nous ne pouvons plus spontanément dire : « Sophia est la terre de l'innovation, c'est ainsi et vous devez l'accepter. » Par conséquent, nous devons évoluer, répondre aux questions qui se posent (cf. les délibérations précédentes) mais en même temps, être capables de mettre tout cela en exergue, de donner les preuves de cette excellence que nous essayons de revendiquer. Pour cela, différentes solutions s'offrent à nous : aller en ordre dispersé et risquer d'être moins entendu, ou au contraire jouer les complémentarités et le dynamisme du territoire.

Team Côte d'Azur a joué un rôle important à nos côtés lors de la fermeture de Texas pour offrir des réponses en lien avec l'Etat, la Région et le Département de façon coordonnée. En matière de légitimité, que nous seuls fassions notre propre marketing territorial dans notre coin serait totalement absurde. Il s'agit de le faire ensemble, d'autant plus que les évolutions des compétences en la matière iront de plus en plus à la Région, certainement pas vers un rétrécissement sur tel ou tel micro territoire, aussi prestigieux et dynamique soit-il.

C'est dans cet esprit que nous avons travaillé avec Team Côte d'Azur pour établir une convention. Autant nous sommes conscients de la nécessité que cela se fasse à l'échelle départementale et régionale, autant il est important que nous soyons entendus et que les entreprises, les salariés, les collectivités, les universitaires, bref tous les acteurs de Sophia puissent apporter leur contribution et que la communication du marketing territorial soit la plus pertinente. Tout cela a été travaillé, vu et a abouti à une proposition de convention de partenariat, qui a un certain prix (350 000 €) pour répondre à ces objectifs. Cela représente un investissement bien moindre par rapport à ce que nous serions obligés de mettre si d'aventure nous choissions d'y aller tout seuls, avec les mêmes ambitions et les mêmes objectifs.

Il vous est proposé, outre les 350 000 €, de verser le solde de 70 000 € à la validation du compte rendu bilan puis de signer cette convention.

**Mme MURATORI** – C'est 350 000 € pour une seule fois ou tous les ans ?

**M. le Président** – C'est tous les ans. La Team Côte d'Azur intervient dans l'accueil et la promotion. En réalité, dans une technopole comme Sophia Antipolis, des entreprises viennent, certaines meurent et d'autres s'étendent. L'exemple pris par M. le Sénateur-maire est très significatif et montre à quel point nous avons intérêt à jouer ensemble. Le départ de Texas n'a pas été une catastrophe pour Villeneuve-Loubet pour deux raisons. La première, c'est que la perte a été mutualisée au niveau de la CASA. Ensuite, l'écosystème a produit une extension d'Amadeus qui a récupéré le site de Texas Instruments. En ce moment, une entreprise importante prévoit de partir et une autre, encore plus importante, va arriver. Jean-Pierre MASCARELLI, Marc DAUNIS et moi-même sommes parfaitement au courant de cela.

Il faut que nous ayons, avec Team Côte d'Azur, cette capacité d'aller chercher l'entreprise mais surtout de l'accueillir efficacement. Il est indispensable que nous ayons cette propension à valoriser notre territoire. Nous sommes dans une situation où nous devons travailler ensemble. Aujourd'hui, Team Côte d'Azur travaille à 50 % pour la CASA. Si nous ne participons pas à cet effort collectif, nous jouerions isolés. Ainsi, nous finirons par perdre. Dans cette stratégie, Team Côte d'Azur a montré son efficacité. Il faut continuer à lui faire confiance et à se mobiliser.

**M. DAUNIS** – Les missions effectuées avec Team Côte d'Azur, précisées dans la convention, concernent l'approfondissement et le développement de la boîte à outils de marketings territoriaux, notamment digitaux et argumentaires associés. Nous y participons. Ce développement nécessite un travail d'une part et des compétences d'autre part.

Par ailleurs, il y a quelques années, la moitié des transactions immobilières d'entreprises des Alpes-Maritimes s'effectuait sur Sophia. D'ailleurs, des erreurs monumentales sont colportées au sujet de l'immobilier d'entreprise de la technopole, faisant état d'une surproduction de bureaux. C'est faux. Nous n'avons jamais été aussi bas en termes de stock de bureau. Nous sommes à moins d'un an de capacité de commercialisation. Et encore, nous comptons à l'intérieur des locaux vides parce que totalement inadaptés et vieillissants. Les propriétaires n'ont plus investi pour les actualiser. Par conséquent, leur location pose des difficultés. Ainsi, nous sommes en deçà de la demande très forte des entreprises, qui est parfois portée par des prospects depuis l'Europe, ce qui nous coûterait des sommes colossales si nous ne les mutualisions pas.

Lors du SIMI (salon de l'immobilier d'entreprise), certains territoires par le passé présentaient leurs offres de façon séparée sur un petit stand un peu ridicule dans un coin, alors que d'autres avaient des présentations beaucoup plus alléchantes et attrayantes. Il faut arrêter sinon nous serons amenés à investir des sommes disproportionnées par rapport à cela. Puis, le suivi des grands comptes nécessite à un moment donné de chercher des implantations sur tous les territoires. Il faudrait que nous spécifiions dans des métiers particuliers notre propre instrument CASA. Les additions seraient énormes. Nous n'avons plus d'outils promotionnels sur le territoire. C'est dramatique.

Il est question qu'une délégation étrangère particulièrement importante vienne ce weekend sur le territoire. Qu'est-ce qui va être mis en avant ? Il faut que nous prenions cela en compte et que nous nous mettions au niveau exigé. La somme (350 000 €) est économiquement conséquente. Si nous voulons atteindre ces objectifs et être à la hauteur sans passer par cette convention, cela nous coûterait beaucoup plus cher, sans être persuadés que nous ayons forcément et les compétences et les moyens.



**M. le Président** – Je sou mets cette délibération au vote. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Je rappelle que nos concitoyens mettent le développement économique de la CASA en premier dans le développement de notre territoire.

*Délibération adoptée à l’unanimité.*

## **ACTION CULTURELLE**

17. Actions culturelles communes à la médiathèque communautaire de Valbonne Sophia Antipolis  
– Convention de partenariat avec l’association VSA Lélé

**M. ROSSI** – Le premier dossier concerne les liens que nous avons tissés avec l’association VSA Lélé, à travers la promotion et la pratique du ukulélé. Ce partenariat, que nous avons voté le 30 juin 2014, s’avère positif et a permis de faire connaître la discipline au grand public. Nous vous proposons de pérenniser l’action entreprise.

**M. le Président** – Je sou mets la délibération au vote. Qui est contre ? Qui s’abstient ?

*Délibération adoptée à l’unanimité.*

18. Ouverture d’un espace multimédia à la médiathèque communautaire de Valbonne Sophia Antipolis – Convention de partenariat avec l’association Sports Loisirs Voyage

**M. ROSSI** – Un nouvel espace multimédia qui s’appelle Le Lab a été créé à la médiathèque de Valbonne. Il permet au public de s’initier aux pratiques numériques de manière ludique et créative. Nous souhaitons l’animer avec un emploi d’avenir de l’association Sports Loisirs Voyage. Le Lab est un lieu d’échanges et de découverte intergénérationnelle ouvert à tous. Il s’agit en l’occurrence d’approuver les termes de la convention de partenariat avec l’association Sports Loisirs Voyage afin de pouvoir animer ce nouveau Lab dans la médiathèque de Valbonne.

M. le Président – Même vote ?

*Délibération adoptée à l’unanimité.*

19. Participation des médiathèques communautaires au catalogue collectif des bibliothèques de l’enseignement SUDOC – Convention de partenariat avec l’université de Nice Sophia Antipolis

**M. ROSSI** – Le SUDOC-PS (système universitaire documentaire pour les publications en série) est le catalogue collectif des bibliothèques de l’enseignement supérieur et de la recherche pour tout ce qui concerne les publications en série. Il faut appartenir à ce réseau, qui est la référence dans le domaine, de façon à valoriser les collections. Les médiathèques communautaires participent au SUDOC depuis de nombreuses années et bénéficient du rayonnement de son catalogue. Le premier partenariat avait été approuvé le 24 juin 2013. Nous souhaitons approfondir cette relation avec l’université de Nice Sophia Antipolis en renouvelant ce partenariat par la présente convention qui est jointe à cette délibération.

**M. le Président** – Même vote pour les médiathèques ? Je rappelle au passage que c'est arrivé en premier dans les souhaits de nos concitoyens, preuve que l'action que nous avons menée en matière de lecture publique a porté ses fruits. J'en remercie encore plus Michel ROSSI.

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

## **FINANCES**

**M. le Président** – Je vais vous quitter quelques instants en cédant, avec votre accord, la présidence à Michelle SALUCKI et l'exposé à Jean Pierre MAURIN.

Les délibérations suivantes portent sur les comptes de gestion, les comptes administratifs, l'affectation des résultats et le fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales. Le compte administratif représente le résultat réel du budget qui a été voté et la vérification que ce budget est effectivement sincère et juste.

Je rappelle la poursuite des baisses de dotations versées par l'Etat et la hausse des prélèvements qui touchent la CASA mais aussi l'ensemble des communes de la CASA. En 2015, la perte pour la CASA par rapport à 2014 a été de 3,9 millions. Nous n'avons pas choisi la fiscalité pour compenser ces éléments. Le maintien de la fiscalité avec des taux parmi les plus bas à la CASA et dans nos villes est un engagement que nous avons mis en place et que nous tenons. Il s'agit bien de l'une des priorités de nos concitoyens.

Pour autant, nous n'avons pas diminué les solidarités communautaires, essentiellement à destination des communes. Nous avons mobilisé plus de 10 millions d'euros, dont 6,5 millions en fonctionnement par le biais de la dotation de solidarité communautaire qui existe depuis le début, sans être obligatoire sauf sur les villes qui ont une zone prioritaire, la ville de Vallauris Golfe-Juan étant la seule. Dans ce contexte, nous avons décidé d'aider toutes les villes, dont Vallauris Golfe-Juan. Cette dotation de solidarité passait de 4,8 millions à 6 millions, s'agissant d'un effort particulier et supplémentaire que fait la Communauté d'agglomération et tenant compte en même temps des difficultés que rencontrent toutes les communes de France, dont les nôtres.

Par ailleurs, ce sont 550 000 € supplémentaires qui sont prélevés à la CASA au titre du FPIC (fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales). La CASA étant considérée comme une communauté d'agglomération riche, elle verse une quote-part. Toutes les communes de la CASA sont concernées et reversent une partie de leur budget pour être en péréquation avec la solidarité. Une part de ce fonds de péréquation (20 %) est prise en charge par la Communauté d'agglomération – quoiqu'elle ne soit pas obligée de le faire – pour alléger les charges supplémentaires de l'ensemble des villes. Comme toutes les villes et tous les villages y participent, nous venons en atténuation.

Cette solidarité s'est également manifestée lors des intempéries. Ce sont 760 000 € qui vont être répartis en fonds de concours, dont 670 000 € pour les aides aux entreprises par le biais du fonds géré par les chambres consulaires, auquel nous avons adossé notre dispositif d'aide. Par ailleurs, les prises en charge supplémentaires concernant nos domaines de compétences (déchets, transport, cohésion sociale et logement) ont mobilisé 2 680 000 € au total dans le cadre de la solidarité sur les intempéries.

Il n'y a pas eu de recours à l'emprunt hors les reports 2014. L'encours de la dette est stable.

Le programme d'investissement sur les travaux de BHNS n'a pas ralenti grâce à une aide au bailleur qui a été constante sur l'année qui vient de s'écouler. Nous avons également bénéficié d'un reversement de l'Etat à hauteur de 13 millions d'euros, après avoir gagné un contentieux au tribunal administratif. Nous avons mis la solidarité communautaire à 4 millions et les pertes de recettes à 3,9 millions. Puis, nous avons poursuivi nos aides au logement ainsi que le remboursement anticipé de la dette.

Notre épargne nette est de 5,2 millions d'euros sur le budget général. Notre capacité de désendettement est de 8 ans, ce qui est exceptionnel par rapport à d'autres communautés d'agglomération ou établissements.

Concernant le FPIC, nous avons gardé les mêmes critères que précédemment. Le taux varie en fonction de la richesse des habitants de chaque ville et village, de 14 % pour Roquefort-les-Pins à plus de 30 % pour Conségudes, mais avec une moyenne de 20 % sur Antibes ou Vallauris.

La politique de logement nous a permis d'aider les bailleurs pour la construction de 466 logements. Nous soutenons l'économie à travers le Business Pôle et l'investissement avec Team. Le tarif de transport est toujours à 1 €. Concernant les déchets, la TEOM (taxe d'enlèvement des ordures ménagères) n'a pas bougé, après une baisse pendant deux ans. En matière de cohésion sociale, le PLIE continue à permettre l'orientation des personnes. Le réseau de lecture publique est toujours aussi dynamique ainsi que le théâtre communautaire, avec 11 000 abonnés à une période où l'année dernière, nous étions à peine à 10 000.

Il s'agit d'un bon compte administratif, amélioré par la dette de l'Etat à notre égard, mais en même temps, grevé par la récupération des finances de l'Etat à notre égard et qui permet de passer cette année avec un désendettement significatif et un encours de dette facilement absorbable. Par conséquent, la situation financière est à la fois stable et optimiste compte tenu des programmations d'avenir en termes d'investissement mais aussi en termes de recettes. Par ailleurs, les apports des entreprises qui se renouvellent sur Sophia compensent jusqu'à présent en solde annuel les pertes.

Je ne peux pas être ordonnateur des dépenses puis voter en même temps le quitus. Ainsi, je vous laisse sous la présidence de Michelle SALUCKI.

*Sortie de M. le Président.*

**Mme SALUCKI** – Je donne la parole à Jean Pierre MAURIN.

**M. MAURIN** – Lors d'échanges au niveau du bureau, nous avons noté trois grands items qui vont nous permettre de vous présenter le compte de gestion et le compte administratif de l'année 2015. Le compte de gestion est le compte du gestionnaire de la trésorerie de la CASA, c'est-à-dire le trésorier. Le compte administratif, rigoureusement identique au premier, est tenu par la comptabilité de la CASA.

Les trois items qui vont nous permettre d'avoir une meilleure visibilité au niveau de ces comptes sont :

- le respect des grands équilibres (la fiscalité, l'emprunt, la baisse des dotations...);
- la solidarité communautaire (dotations d'intempéries, fonds de concours, dotation de solidarité communautaire...);

- la dynamique du territoire (le logement, le développement économique, les déplacements, les déchets et les transports).

Dans un premier temps, je reviens sur le budget consolidé en vous rappelant les faits marquants :

- une baisse des dotations de 2,9 millions et une hausse des prélèvements du fonds de péréquation de 600 000 € nous font une perte globale de 3,5 millions en 2015 par rapport à 2014 ;
- la fiscalité est stable avec des taux inférieurs à la moyenne des collectivités de même strate ;
- le règlement du contentieux engagé contre l'Etat entraîne la perception de 13 millions d'euros ;
- la hausse de la solidarité communautaire (+ 1,2 million) la porte à plus de 10 millions d'euros ;
- la prise en charge globale du fonds de péréquation à hauteur de 20 % ;
- l'élargissement des fonds de concours qui sont passés à 4 millions d'euros ;
- le versement de 2 600 000 € – 1 700 000 € d'aides directes et 900 000 € d'aides indirectes – au titre de la solidarité à la suite des intempéries, bénéficiant aux communes, à la chambre de commerce et au SYMISA ;
- le non-recours à un nouvel emprunt hormis celui qui avait été initié en 2014 et qui a été tiré en 2015 ;
- la stabilité de l'encours de la dette ;
- la poursuite des travaux du BHNS ;
- l'aide aux bailleurs sociaux dans le cadre du programme de logement.

Dans les grandes lignes, en matière de compte administratif, nous sommes à 233 millions de dépenses en 2015, contre 228 millions en 2014 ; l'écart représente ce qui a été versé pour les intempéries, plus la hausse de la dotation de solidarité communautaire.

En 2015, nous avons 234 millions de recettes, contre 243 millions en 2014 ; cet excédent très localisé et très ponctuel s'explique par la reprise du budget annexe des transports qui avait impacté le budget 2014.

Concernant le respect des grands équilibres, les recettes fiscales, la taxe d'ordures ménagères et le versement de transport composent la majeure partie des recettes. Dans les 82 % de recettes fiscales, la variation annuelle entre 2014 et 2015 est de + 5,6 %, essentiellement portée par la cotisation sur la valeur ajoutée qui a augmenté de 15,1 %. Le cumul des recettes fait apparaître une augmentation de 5,56 % mais qui est entièrement gommée par la dotation et les compensations fiscales.

Par ailleurs, la dotation d'intercommunalité ne représente plus que 2 % des recettes du budget consolidé. C'était la dotation de l'Etat qui était incitative pour la création des communautés d'agglomération et des communautés de communes. Cette recette était essentielle lors de la création de la CASA.

Nous sommes passés d'un budget de 5,9 millions d'euros en 2013, donc qui avait déjà considérablement diminué, à presque 3 millions d'euros en 2015. En 2016, nous aurons 880 000 € de cette dotation. En 2017, nous n'aurons plus rien. Sur la même période, les prélèvements passent de 514 000 € à 1 344 000 €.

S'agissant de l'encours de la dette, nous avons une dette sécurisée (pas d'emprunt toxique). Le taux moyen était de 4,01 % fin 2015 (4,18 % en 2014). Nous avons 93,60 % d'emprunts à taux fixe. L'indexation sur le livret A représente 3,80 % de notre encours, avec un taux variable de 2,60 % indexé sur l'Euribor. Un reliquat d'emprunts de l'ordre de 50 millions d'euros est porté par le budget général.

Nous passons maintenant au deuxième item, c'est-à-dire la solidarité communautaire. Les reversements en matière de dépenses de fonctionnement représentent 45 % du budget consolidé, presque la moitié, et concernent :

- l'attribution de compensation, anciennement taxe professionnelle qui était reversée aux communes ;
- le fonds de péréquation, ici à hauteur de 13 % ;
- la dotation de solidarité communautaire.

La dotation de solidarité communautaire, qui n'est pas du tout obligatoire, est passée de 4,8 millions en 2014 à 6 millions en 2015. La prise en charge du fonds de péréquation a été de 400 000 €. Le prélèvement de droit commun pour la CASA est passé de 575 000 € à 783 000 €. L'enveloppe des fonds de concours de 5 millions d'euros a donné lieu à des engagements à hauteur de 4 millions en 2015, donc un petit reliquat de 1 million est reporté en 2016. Cette solidarité communautaire représente plus de 10 millions d'euros, hors les intempéries.

L'item numéro 3 concerne la dynamique du territoire. Dans le budget global par compétence, le transport représente 31 millions d'euros, avec un versement de transport fixé à un taux de 1,5 % pour les entreprises, qui génère à lui seul une ressource de 27 millions. Les recettes de la billetterie des usagers représentent la différence. Les déplacements et les infrastructures s'élèvent à 23 millions d'euros (16 %) sur cette compétence, principalement le BHNS (bus à haut niveau de service) et les investissements qui ont été faits. Nous avons 38 millions de coûts de déchets. L'habitat/logement est à 14 millions (10 %). Les déchets, le transport, l'habitat et le BHNS sont notre cœur de métier.

En matière de BHNS, les 9,7 millions de travaux réalisés en 2015 portent sur le secteur qui est au-dessus de l'autoroute.

Concernant l'habitat/logement, sur un budget de 14 millions, un investissement de 6,6 millions souligne l'effort mené par la CASA dans la politique de logement. Ces 6,6 millions incluent les subventions aux bailleurs sociaux et aux établissements publics (OPH) et l'acquisition de terrains. La CASA a participé à l'augmentation du capital de la SACEMA (société anonyme de construction d'économie mixte d'Antibes) à hauteur de 1,5 million en 2015.

S'agissant du développement économique et de la technopole, nous avons un poste à 8,1 millions. Les charges de fonctionnement, à hauteur de 3,3 millions, intègrent les aides aux acteurs de la technopole, le financement des pépinières et les aides à la création d'entreprise avec les outils Business Pôle et Starteo.

Au sujet de la répartition des dépenses de fonctionnement, 37,8 millions (95 %) sont financés par la TEOM (taxe d'enlèvement des ordures ménagères), les 5 % qui restent représentant les participations des usagers des déchèteries.

A propos du réseau de transport, 29,2 millions sont financés à 85 % par le versement de transport (le fameux 1,5) ; les 15 % restants sont liés aux reversements de la billetterie.

La présentation autour du cœur de métier de la CASA étant faite, nous passons au vote.

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

*Départs de Messieurs Joseph VALETTE et Afrim KACA (procuration à Audouin RAMBAUD)*

#### 20. Budget principal – Compte de gestion 2015

**M. MAURIN** – Les comptes de gestion retracent l'ensemble des opérations réalisées en dépenses et en recettes durant l'exercice 2015 et vérifiées par le comptable public.

Concernant le budget principal, le résultat de l'exercice est - 531 576,76 € et le résultat cumulé s'élève à 13 385 484,59 €.

**Mme SALUCKI** – Je vous invite à voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

#### 22. Budget annexe de la régie de transport – Compte de gestion 2015

**M. MAURIN** – Le résultat de l'exercice 2015 s'élève à 1 414 537,51 € et le résultat cumulé à 2 112 784,58 €.

**Mme SALUCKI** – Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

#### 24. Budget annexe des télépépinières – Compte de gestion 2015

**M. MAURIN** – Pour Business Pôle et Starteo, le résultat de l'exercice 2015 s'élève à 177 818,10 € et le résultat cumulé à 505 351,02 €.

**Mme SALUCKI** – Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

#### 26. Budget annexe du théâtre communautaire – Compte de gestion 2015

**M. MAURIN** – Le résultat de l'exercice s'élève à - 12 710,52 € et le résultat cumulé à + 621 020,71 €.



**Mme SALUCKI** – Qui vote contre ? Qui s’abstient ?

*Délibération adoptée à l’unanimité.*

21. Budget principal – Compte administratif 2015

**M. MAURIN** – Le compte administratif 2015 du budget principal de la Communauté d’agglomération ainsi que les résultats de clôture laissent apparaître sur la balance générale présentée un déficit de la section d’investissement de 2 011 224,27 € et un excédent de fonctionnement de 15 396 708,86 €, soit un résultat de clôture excédentaire pour le budget principal de l’année 2015 de 13 385 484,59 €.

**Mme SALUCKI** – Qui vote contre ? Qui s’abstient ?

*Délibération adoptée à l’unanimité.*

23. Budget annexe de la régie de transport – Compte administratif 2015

**M. MAURIN** – Le compte administratif de la régie à autonomie financière Envibus pour 2015 ainsi que les résultats de clôture laissent apparaître sur la balance générale présentée un excédent d’investissement de 67 566,46 € et un excédent de fonctionnement de 2 045 218,12 €, soit un résultat global de clôture pour l’exercice 2015 de 2 112 784,58 €.

**Mme SALUCKI** – Qui vote contre ? Qui s’abstient ?

*Délibération adoptée à l’unanimité.*

25. Budget annexe des télépépinières – Compte administratif 2015

**M. MAURIN** – Pour ce budget, nous avons un excédent d’investissement de 223 314,85 € et un excédent de fonctionnement de 282 036,17 €, soit un résultat de clôture de 505 351,02 €.

**Mme SALUCKI** – Qui vote contre ? Qui s’abstient ?

*Délibération adoptée à l’unanimité.*

27. Budget annexe du théâtre communautaire – Compte administratif 2015

**M. MAURIN** – Nous avons un excédent d’investissement de 124 834,18 € et un excédent de fonctionnement de 496 186,53 €, soit un résultat global de clôture de 621 020,71 €.

**Mme SALUCKI** – Qui vote contre ? Qui s’abstient ?

*Délibération adoptée à l’unanimité.*

## 28. Affectations de résultats 2015

**M. MAURIN** – Pour le budget général, l'affectation à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement, soit 7 206 617,40 €, est portée au compte 1068 et l'affectation du solde disponible, soit 8 190 091,46 €, à l'excédent de fonctionnement au poste budgétaire 002.

**Mme SALUCKI** – Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

*Point adopté à l'unanimité.*

**M. MAURIN** – Pour le budget de la régie autonomie financière des transports, nous vous proposons l'affectation du résultat à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement, soit 743 913,96 €, au compte 1068 et l'affectation du solde disponible, soit 1 301 304,16 € à l'excédent de fonctionnement au poste budgétaire 002.

**Mme SALUCKI** – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Point adopté à l'unanimité.*

**M. MAURIN** – Pour le budget des télépépinières, nous vous proposons l'affectation du solde disponible, soit 282 036,17 €, à l'excédent reporté de fonctionnement au poste budgétaire 002 et le report de l'excédent d'investissement de 223 314,85 € au poste budgétaire 001.

**Mme SALUCKI** – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Point adopté à l'unanimité.*

**M. MAURIN** – Dernier report, sur le budget annexe du théâtre communautaire, nous vous proposons l'affectation du solde disponible, soit 496 186,53 €, à l'excédent reporté de fonctionnement au poste budgétaire 002 et le report d'excédent d'investissement, soit 124 834,18 €, au poste budgétaire 001.

**Mme SALUCKI** – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

**Mme SALUCKI** – Merci, Monsieur MAURIN. C'est une performance d'être aussi clair sur un budget aussi complexe.

**M. MAURIN** – Lors de la dernière conversation que nous avons eue au Bureau, notamment avec le président et le sénateur Marc DAUNIS, nous avons pris en compte ces trois items pour articuler la présentation autour de ce qui paraît être le fonds commun de la CASA.

*Retour du Président et départ de Jean-Pierre MASCARELLI.*

## 29. Recueil des tarifs de la CASA 2016 – Mise à jour

**M. MAURIN** – La mise à jour porte sur des tarifs individuels d'Anthéa. Il n'y a pas d'augmentation, simplement des créations de tarifs dans la grande salle qui correspondent aux tarifs dans la petite salle. Il s'agit d'un réajustement.

**M. le Président** – Même vote ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

## 30. Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) – Répartition 2016

**M. MAURIN** – La CASA a opté pour une répartition dérogatoire, c'est-à-dire qu'elle sort du droit commun et va prendre à sa charge une partie de la participation des communes (20 %). Pour calculer ce prélèvement, l'Etat utilise le critère de potentiel financier agrégé. Toutes les communes ont une moyenne de référence supérieure à la moyenne nationale. Il ressort un prélèvement de 5 757 608 € : 2 204 303,20 € pour la CASA et 3 553 304,80 € pour les communes.

**M. le Président** – Si notre délibération est obtenue à l'unanimité, les communes n'auront plus besoin de délibérer. Toutefois, il serait tout de même bon qu'elles le fassent pour rappeler que la Communauté d'agglomération est solidaire de leur redevance FPIC.

Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

## **RESSOURCES HUMAINES**

### 31. Ajustement du tableau des effectifs

**M. MAURIN** – Le premier poste concerne un recrutement avec une création de poste pour la direction générale adjointe de l'aménagement et du développement économique. Cette personne sera en charge de réaliser des recherches de financement qui constituent une des priorités du service de gestion et de coordination. Il s'agit de trouver du financement à l'extérieur, notamment à la Région, au Département ou à l'Europe par l'intermédiaire du FEDER (fonds européen de développement économique régional), le positionnement étant rédacteur territorial catégorie B.

Ensuite, pour la direction de l'habitat et du logement, nous avons la création d'un poste de chargé de développement thématique, dont le cœur de métier sera de contacter les diverses associations et les CCAS (centre communal d'action sociale), tous ceux qui sont dans le cadre de la politique locale de l'habitat, afin d'assurer un partenariat avec les acteurs du logement. Il s'agit d'un poste de catégorie A.

Puis, nous avons la création pour six mois d'un poste d'expert en marchés publics pour la direction de la commande publique. La mission consiste à accompagner dans la rédaction des marchés publics notamment le théâtre communautaire. Le deuxième poste, également non pérenne, constitue une mission d'interface avec les communes en créant un emploi d'administrateur pour une durée de cinq mois.

Je vous propose d'approuver les créations d'emploi de rédacteur pour la direction générale de l'aménagement et du développement économique et d'attaché pour la direction de l'habitat puis d'approuver les modifications au tableau des effectifs.

**M. le Président** – Y a-t-il des remarques particulières ? Nous fonctionnons avec un effectif quasiment constant, en tout cas budgétairement, ce qui est très important pour les efforts de gestion que nous réclamons nos concitoyens et qui nous permettent d'avoir les excédents que l'on connaît aujourd'hui.

Nous passons au vote. Sur cet ajustement, qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

32. Convention de mise à disposition partielle du directeur de la communication de la CASA auprès de la Ville d'Antibes Juan-les-Pins

**M. MAURIN** – La mutualisation se met en place. La CASA met le directeur de la communication à disposition partielle auprès de la Ville d'Antibes Juan-les-Pins à hauteur de 50 % de son temps de travail, contre remboursement annuel par la Ville d'Antibes Juan-les-Pins à la CASA calculé sur la base mensuelle et estimé à 50 % d'un temps plein, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016.

**M. le Président** – Y a-t-il des remarques ? Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

*Départs de Messieurs Marc DAUNIS, Jean-Bernard MION, Alain ARZIARI et Serge AMAR.*

## **PATRIMOINE ET ESPACES NATURELS**

33. Plan de paysage de la CASA – Adoption

**M. le Président** – La priorité en matière d'environnement, c'est la préservation de l'espace paysager.

**M. RIBERO** – Monsieur le Président, mes chers confrères, cette délibération donnera lieu à une présentation. En décembre 2012, un appel à projets « plans de paysage » a été lancé par le ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie. La candidature de la Communauté d'Agglomération a été retenue en juillet 2013, lui permettant de bénéficier d'une subvention assez intéressante de 30 000 € ainsi que du dispositif de suivi d'animation au niveau national pour la réalisation du plan de paysage sur son territoire.

Afin de l'accompagner au mieux dans cette démarche d'élaboration, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a retenu un chargé d'études en la personne de l'Agence Folléa-Gautier, paysagistes DPLG urbanistes, sur la période 2014-2016. Cette agence a obtenu cette année le Grand prix national du paysage 2016 pour des travaux remarquables qu'ils ont faits en région PACA, à La Réunion et ailleurs.

Le plan de paysage ne constitue pas un nouveau document réglementaire mais un outil de prise en compte du paysage dans sa protection, sa gestion ou son aménagement en lien avec l'urbanisme, les transports, l'infrastructure et l'énergie renouvelable à différentes échelles. Cette démarche s'inscrit dans les différentes politiques menées sur le territoire de la CASA à travers la révision du SCoT (schéma de cohérence territoriale), du PDU (plan de déplacement urbain) ainsi que l'élaboration du programme de développement durable. Elle vise à améliorer la qualité du cadre de vie de ses habitants, à conforter l'attractivité de son territoire, à préserver la biodiversité et à lutter contre le réchauffement climatique et s'y adapter.

Avant de passer la parole à Nina PIROCCHI qui va nous faire la présentation, je tenais à remercier toutes les communes qui ont participé ainsi que leurs services. Le fait que ce document ne soit pas aussi strict qu'un document opposable et légal a permis de libérer la confiance. Il y a eu un certain nombre de réunions de comité de pilotage. Le document final, qui fait 280 pages, se trouve en annexe.

Je passe la parole à Nina qui va vous présenter le plan de paysage.

**Nina PIROCCHI** – Bonsoir à tous. Le plan de paysage s'articule autour de deux tomes :

- le tome 1, qui présente le diagnostic et les enjeux ;
- le tome 2, qui présente les objectifs, les actions et la stratégie de mise en œuvre.

Le diagnostic comporte trois parties :

- les unités de paysage, constituées du littoral, du moyen pays et du haut pays, se décomposant en sous-unités paysagères définies en points forts, points faibles et enjeux ;
- les neuf valeurs paysagères du territoire de la CASA qui est composé à la fois de plages et de côtes rocheuses mais aussi de grands espaces de respiration issus de la montagne, de jardins et d'une végétation omniprésente dans les tissus bâtis ;
- les dynamiques d'évolution, qui permettent de comprendre le paysage de demain et posent la question de l'urbanisme par le paysage, au travers de différents processus :
  - o au début du 20<sup>e</sup> siècle : les villas dans leurs jardins et les espaces publics ;
  - o le milieu du 20<sup>e</sup> siècle : le durcissement de la côte ;
  - o la fin du 20<sup>e</sup> siècle : l'urbanisation sur les collines, impliquant la disparition notamment des terres agricoles.

A l'issue de ces différentes dynamiques d'évolution, nous avons identifié quinze enjeux. Je vais vous en citer quelques-uns par rapport à la classification qui s'est opérée, notamment :

- les enjeux de préservation et de gestion pour le centre ancien, comme celui de Tourrettes-sur-Loup ;
- les enjeux de valorisation de créations, comme les parcelles agricoles situées en dessous du village de Saint-Paul-de-Vence ;
- les enjeux de réhabilitation qui concernent les plages, les espaces publics ou même les routes et les lignes de train qui constituent parfois de réelles coupures dans l'espace et dans le paysage.

Ces enjeux nous ont permis d'aboutir aux objectifs de qualité paysagère définis dans le tome 2. Nous avons identifié :

- le paysage habité qui permet d'intensifier la vie locale (les centres anciens et les centres villages) ;
- les paysages d'activités qui permettent de valoriser notre économie (par exemple le plateau de la Sarrée sur la commune de Bar-sur-Loup) ;
- les paysages agricoles pour un territoire plus durable (comme le domaine des Courmettes) ;
- les espaces naturels et culturels pour enrichir notre cadre de vie ;
- les paysages de nos déplacements pour apaiser nos modes de vie.

Par ailleurs, 32 actions sous forme de fiches ont été identifiées dans le cadre des concertations avec les communes. Je vous montre un exemple. Il ne s'agit pas d'aborder cette action en priorité mais de vous montrer la situation au travers des objectifs, des sites concernés, du maître d'ouvrage pressenti sur l'action concernée et des partenaires potentiels avec des principes d'action. Il s'agit également d'introduire les outils et les leviers d'action qui existent et qui peuvent être mobilisés, qui sont à créer ou qui sont identifiés comme des références. Les photomontages identifiés dans ce plan de paysage permettent de concrétiser un peu mieux le sujet.

Ces 32 actions vont être mises en œuvre au regard d'une stratégie, notamment par la mise en place d'une charte d'adhésion – c'est l'objectif que nous nous sommes fixé courant 2016, voire début 2017 – d'un atelier permanent du projet de plan de paysage afin de poursuivre l'élaboration et la concertation que nous avons établie avec les différentes communes, ainsi que des moyens renforcés pour la mission « paysage ». Il est question, notamment d'ici la fin de l'année, de pouvoir nommer un paysagiste-conseil au sein de la CASA et de mettre en place des conventions, notamment avec le lycée horticole d'Antibes.

Les actions pilotes qui ont été identifiées permettent d'établir des esquisses de programmes (des plans-guides) afin de rendre plus opérationnel le plan de paysage. Ces éléments, accompagnés de ces 32 actions et des 21 actions prioritaires identifiées par les communes puis validées début juin lors de notre dernière réunion permettront, dans un phasage entre 2016 et 2020, de les rendre plus opérationnelles et d'avoir une deuxième tranche qui se situera entre 2021 et 2025.

Il ne s'agit pas de mettre à l'écart toute la valeur réglementaire ; c'est pour cela que nous l'avons intégrée dans le cadre du plan de paysage. Nous accompagnerons notamment le SCoT qui est en cours de révision mais aussi les différentes communes qui élaboreront leur document d'urbanisme en intégrant cette stratégie paysagère.

Les 21 actions prioritaires ont été identifiées par grandes orientations, au regard des grands objectifs abordés préalablement (le paysage habité, les paysages d'activités ou agricoles, les espaces naturels, culturels et les déplacements). Ces 21 actions seront mises prioritairement en œuvre dans les cinq prochaines années.

Je peux répondre à vos questions.

**M. le Président** – J'ai plus un questionnement qu'une question. Ce plan paysage n'est pas contractuel. A partir du moment où il n'est pas intégré dans le SCoT, il faudrait apporter des modifications qui lui donnent un caractère globalement contraignant.



Nous devons nous mettre au travail sous la houlette du vice-président RIBERO. Il s'agit d'un plan d'engagement. Il faut regarder ce qui concrètement dans ce plan engage notre SCoT et nos PLU et comment la Communauté d'agglomération – d'ailleurs, elle le fait déjà au travers des espaces d'agriculture et autres – peut participer à la mise en place et à la préservation de nos espaces paysagers. Nous sommes d'accord pour envisager les actions. Il s'agit maintenant de les rendre opérationnelles. Les 21 fiches actions m'inquiètent. Il faut trier celles qui sont prioritaires.

C'est la première des sollicitations de nos concitoyens dans le questionnaire CASA. Quand plus de 15 000 personnes demandent à préserver notre espace paysager et que nous avons la chance d'avoir un plan de paysage, déclinons-le de manière efficace. Je vous propose maintenant de travailler concrètement et dans les domaines de compétences transversaux qui vont irriguer toute l'organisation du territoire de la CASA pour répondre aux attentes prioritaires de nos concitoyens.

S'il n'y a pas d'autres interventions, nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à la majorité.*

#### 34. Animation des sites Natura 2000 « Préalpes de Grasse », « Rivière et Gorges du Loup » sur la période 2017-2019 – Renouvellement de la candidature de la CASA

**M. RIBERO** – Monsieur le Président, mes chers confrères, la Communauté d'agglomération est animatrice de certains sites depuis 2007. Ces conventions sont signées pour trois ans. Même si le budget a été largement réduit, nous continuons à être animateurs pour « Préalpes de Grasse » et « Rivière et Gorges du loup » avec l'Office national de la forêt qui nous aide à appliquer et à faire respecter la réglementation qui est assez compliquée pendant l'été en raison de la fréquentation assez importante sur ces sites. La vigilance de la CASA est toujours sollicitée en la matière.

Je vous demande de réaffirmer cette confiance que vous avez donnée à la CASA et à moi-même en tant que président de la commission, en renouvelant la délégation au comité de pilotage Natura 2000.

**M. le Président** – Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

#### 35. Animation des sites Natura 2000 « Dôme de Biot » sur la période 2017-2019 – Renouvellement de la candidature de la CASA

**M. RIBERO** – Avec l'aide du SIM-PACA et dans le cadre du FEDER, je vous demande de renouveler la candidature de la CASA pour animer le Dôme de Biot. Guilaine peut en dire deux mots. L'horizon s'éclaircit par rapport au contexte initial.

**Mme DEBRAS** – Nous avons donné au dernier conseil municipal un avis favorable pour l'acquisition du Dôme de Biot par le conservatoire du littoral. Il s'agit d'un espace privé. Nous sommes en négociation, pour l'instant positive, avec les propriétaires du terrain. Par ailleurs, en aval de ce Dôme de Biot, nous avons un bassin de rétention qui attend depuis dix ans d'être construit.

**M. le Président** – La CASA arrive. Même vote ?

Délibération adoptée à l'unanimité.

## **RESEAU ENVIBUS**

### 36. Conseil d'exploitation – Modification des membres

**M. OCCELLI** – L'AUTEC (Association des usagers des transports en commun de la CASA) était membre du conseil d'exploitation. A la suite de l'assemblée générale qui a vu la dissolution de l'AUTEC, l'ADEGV (association de défense de l'environnement de Golfe-Juan Vallauris) interviendra en lieu et place de l'AUTEC comme personnalité qualifiée dans le cadre du conseil d'exploitation. Les membres sortants de l'AUTEC se chargeront du volet « transport » dans cette association.

**M. le Président** – La parole est à Monsieur GIRAUD.

**M. GIRAUD** – Merci. Je ne suis pas certain que l'ADEGV, qui s'occupe essentiellement d'environnement, ait la compétence requise pour siéger au sein de la régie autonome des transports. Dans ces conditions, je m'abstiendrai de voter cette délibération.

**M. le Président** – Qui d'autre s'abstient ? Qui vote contre ?

*Délibération adoptée à la majorité (une abstention).*

### 37. Modification des statuts du SYMITAM – Approbation

**M. OCCELLI** – La modification des statuts du SYMITAM (syndicat mixte de transport des Alpes-Maritimes) est uniquement due à un changement d'adresse. Le bureau de SYMITAM passe au 455, Promenade des Anglais – Immeuble Le Plaza – 06200 Nice. Par ailleurs, cela permettra de ne plus avoir de contrat de location. La délibération consiste uniquement à adopter cette modification à la suite d'un changement d'adresse.

**M. le Président** – Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à la majorité.*

### 38. Convention-cadre relative à la tarification multimodale des autorités de transport des Alpes-Maritimes – Avenant numéro 1

**M. OCCELLI** – Le Conseil communautaire a approuvé par délibération du 18 mars 2013 une convention-cadre relative à la tarification multimodale ainsi que le principe de répartition des recettes entre les différents partenaires. Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, deux nouvelles agglomérations ont été créées, entraînant de ce fait la disparition du syndicat mixte Sillages et du SITP (syndicat intercommunal des transports publics de Cannes). Ainsi, il est proposé un avenant numéro 1 à la convention-cadre portant sur l'intégration de la CAPL (communauté d'agglomération des Pays de Lérins) en lieu et place du SITP, et la CAPG (Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse) en lieu et place de Sillages. Ce sont des modifications assez administratives par rapport à ces deux communautés d'agglomération.

**M. le Président** – Vous avez compris que ce n'est pas une modification des tarifs d'Envibus. Il s'agit simplement de coordonner les lignes qui sont partagées avec nos communautés d'agglomération voisines. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

39. Convention-cadre relative à la tarification multimodale des autorités de transport des Alpes-Maritimes – Avenant numéro 2

**M. OCCELLI** – Il s'agit d'intégrer le réseau Zest de la communauté d'agglomération de la Riviera française parmi les réseaux sur lesquels les cartes Azur peuvent être utilisées, d'instaurer une commission de 5 % de vente et de simplifier la répartition des recettes multimodales après compensation des pertes.

**M. le Président** – Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

40. Mise en œuvre d'une tarification combinée TER/Envibus – Convention

**M. le Président** – Nous proposerons une formule annuelle à 157€ par an en interopérabilité avec les TER (à peu près 0,40 centime d'euro par jour) pour le transport sur Envibus. Il est indispensable de travailler sur des tarifications combinées compte tenu de l'évolution des transports dans les Alpes-Maritimes. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibérations adoptées à l'unanimité.*

41. Gamme tarifaire – Modification des pièces justificatives

**M. OCCELLI** – Nous nous sommes aperçus d'une trop grande souplesse dans les documents, ayant entraîné quelques fraudes. La Communauté d'agglomération souhaite modifier la liste des pistes justificatives à présenter lors des créations de titres de transport afin d'éviter les usages de faux. La principale modification concerne les personnes inscrites au Pôle emploi souhaitant bénéficier d'un pass trimestriel ou d'un pass Liberté, qui ne pourront apporter comme justificatif à leur inscription qu'un avis de leur situation daté d'au moins 15 jours délivré par Pôle emploi. L'attestation de Pôle emploi est supprimée sur la liste des pièces justificatives. Il est proposé de mettre en place ces modifications à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2016.

**M. le Président** – Y a-t-il des interventions ? Qui vote contre ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

42. Gamme tarifaire Envibus – Pass CFB pour l'année scolaire 2016-2017

**M. OCCELLI** – Ce pass particulier concerne le centre de formation du bâtiment. Les jeunes qui prennent le transport en commun dans ce cadre ne l'utilisent pas tous les jours, donc il existe une tarification spécifique par rapport au CFB. Cette année, nous avons donné 175 pass. Nous vous proposons de reconduire le dispositif pour l'année scolaire 2016-2017.

**M. le Président** – Qui est pour ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

#### 43. Semaine des transports publics

**M. OCCELLI** – Dans le cadre de la mobilité et de la sécurité routière, la Semaine des transports publics se déroulera du 16 au 22 septembre 2016 avec le soutien du ministère du Développement durable. La 9<sup>e</sup> édition de la journée des transports publics aura lieu dans toute la France le samedi 17 septembre 2016 sur le thème du voyageur connecté. A cette occasion et afin de promouvoir son réseau de transport collectif, la CASA propose de faire découvrir aux usagers les évolutions du réseau Envibus sur le thème « Le Voyageur connecté » : le nouveau site internet et la mise en place d'une application mobile, l'installation de distributeurs automatiques de titres de transport sur le territoire et la mise en place des opérations commerciales à ce titre. Les usagers ayant rechargé leurs abonnements mensuels et annuels sur le site internet durant la semaine du transport bénéficieront de sept jours supplémentaires sur leur abonnement. C'est dans le cadre des actions de promotion du transport.

**M. le Président** – Le tarif reste évidemment à 1 €. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

### **GESTION DES DECHETS**

#### 44. Règlement de collecte communautaire – Modification

**M. le Président** – Nous réorganisons les collectes sur les communes en régie, avec la suppression d'une collecte en passage C4 (quatre fois par semaine). Nous avons mis en œuvre un nouveau marché de collecte sur les communes en prestation de service, avec un passage à une collecte ordures ménagères en C2 sur l'habitat pavillonnaire. Ces mesures nous ont permis de baisser la taxe d'enlèvement des ordures ménagères alors que nous avons une augmentation de la TVA concernant ces produits et que nous aurions eu mécaniquement une augmentation significative. Je remercie toutes les villes qui y ont participé.

Je sou mets au vote la modification du règlement de collecte communautaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

#### 45. Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets – Exercice 2015

**M. BERARD** – Globalement, les évènements de l'année qui nous ont impactés, ce sont les intempéries du 3 octobre. Plus de 2 800 tonnes de déchets ont été collectées et traitées. L'addition pour la direction se monte à un peu plus de 500 000 € pour le traitement de tous ces déchets. Les agents ont collecté tous les encombrants pendant plusieurs semaines.

Nous continuons toutes les actions de sensibilisation auprès des enfants dans les écoles, les collèges et à travers le périscolaire pour que le message soit ensuite apporté aux foyers. Le nombre d'enfants sensibilisés au tri des déchets, plus de 3 500, a augmenté par rapport à l'année précédente.

Le tonnage a légèrement augmenté par rapport à 2014. Nous continuons à diminuer les quantités d'ordures ménagères à l'aide des collectes sélectives et du traitement des déchets végétaux en porte-à-porte. Les intempéries ont énormément impacté les déchèteries, en plus des végétaux qui continuent d'augmenter. La collecte des textiles, linges et chaussures, a bien pris sur la CASA, avec plus de 120 points d'apport volontaire qui ont été répartis sur le territoire. Deux associations locales collectent ces textiles.

Budgétairement, le domaine engrange un peu plus de 36 millions d'euros de fonctionnement et 2,3 millions pour l'acquisition de nouvelles bennes dans le cadre du programme pluriannuel d'investissement.

Enfin, le nouveau marché de collecte a démarré depuis le 1<sup>er</sup> janvier avec un prestataire unique sur les neuf communes en prestation de service. Le permis a été déposé pour la construction de la déchetterie de Roquefort. Les travaux commenceront dans deux mois. Nous espérons à la fin de l'année le renouvellement pour la deuxième année consécutive de la certification ISO 9001.

**M. le Président** – Le surcroît de travail et de financement relatif au ramassage des ordures ménagères pendant la période des intempéries continue encore. Un certain nombre de gens victimes des inondations ont attendu leur police d'assurance pour enfin évacuer ce qui avait été abîmé à l'intérieur de leur domicile. Je remercie les services pour les efforts qui ont été effectués. Il faut les poursuivre et continuer à être réactif.

Par ailleurs, 93 % des gens qui répondent au questionnaire de la CASA sont des trieurs sélectifs. Alors que nous stigmatisons en permanence les citoyens inciviques, nous nous trouvons dans une situation très particulière où la quasi-totalité de nos concitoyens s'est mise au tri sélectif, sans aucune menace de sanction. Je note un élément positif en lien avec la pédagogie et la persuasion. Tout le monde est actuellement persuadé, sur le plan national comme sur le plan local, que trier les déchets, c'est moins cher et plus respectueux de l'environnement. Nous avons gagné cette bataille. La Communauté d'agglomération a reçu un prix pour la qualité et l'importance du tri sélectif. Nos concitoyens sont largement impliqués. Il faut les remercier pour cela.

Enfin, la déchetterie de Roquefort se trouve dans les projets. Les gens qui répondent au questionnaire sont très majoritairement des utilisateurs de déchetteries. Cela prouve que la déchetterie gratuite pour les particuliers, au-dessous de 1,5 t, constitue une bonne politique qui a tendance à lutter contre les dépôts sauvages.

*Le Conseil communautaire prend acte du rapport annuel.*

46. Lutte contre les dépôts sauvages et autres incivilités – Demande d'engagement des communes dans la mise en œuvre des sanctions pénales

**M. le Président** – Il y a quelques années, la mise en place de la transaction pénale, avec l'accord du procureur de la République, faisait que les maires pouvaient sanctionner des types d'incivilités comme les dépôts sauvages, les tags et les vandalismes. Aujourd'hui, aussi bien sur la ville d'Antibes que sur l'ensemble de la CASA, la demande prioritaire de nos concitoyens, c'est de sanctionner plus fréquemment et plus sévèrement ces incivilités.

Bien que la délibération relève de chaque ville particulière, après concertation avec l'ensemble des maires de la Communauté d'agglomération, nous avons choisi l'option d'aller dans le sens de la demande de nos concitoyens et donc d'approuver le principe d'une généralisation de la démarche sur l'ensemble des communes. Lorsque nous avons des disparités dans nos territoires, on voyait bien que les vandales et les détenteurs de déchets sauvages choisissaient la ville la moins chère et la plus simple en matière de déchetterie et de sanction. Il faut que nous soyons tous solidaires. Nous approuvons le principe de la mise en œuvre de la transaction pénale et en même temps de l'harmonisation vers le haut et de plafonner l'ensemble des sanctions sur l'ensemble des communes membres de la Communauté d'agglomération.

Un dépôt sauvage conséquent représente plusieurs centaines d'euros. Ces sanctions seront lourdes. Nous essayerons de faire de manière coordonnée des opérations de police pour essayer de dissuader tout le monde et en particulier certaines entreprises qui travaillent déjà de manière illégale en déchargeant leurs déchets dans nos vallons ou à l'extérieur de nos villes.

Je sou mets au vote cette délibération qui instaure simplement l'harmonisation et la hausse comme nous le demandent nos concitoyens. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

## **HABITAT/LOGEMENT**

47. Bailleurs – Entreprises sociales pour l'habitat (LOGIREM et SAMOPOR) – Participation au capital et désignation du représentant aux conseils d'administration

**Mme BLAZY** – Il vous a proposé de devenir actionnaire de la LOGIREM et SAMOPOR en acquérant une action au prix d'un dixième d'euro, ce qui n'est pas beaucoup. Le fait d'être actionnaire nous autorise à nous présenter au conseil d'administration pour un administrateur. Il s'agit donc de proposer à ce poste un titulaire et un suppléant. Madame Michelle SALUCKI et moi nous portons candidates, si tout le monde est d'accord.

**M. le Président** – Je sou mets la délibération au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

**M. le Président** – Y a-t-il d'autres candidats ? Si vous ne vous opposez pas à un vote à main levée, qui est contre les candidatures de Madame BLAZY et de Madame SALUCKI ? Qui s'abstient ?

*Madame BLAZY et Madame SALUCKI sont élues représentantes au conseil d'administration.*

48. Fonctionnement du comité local pour le logement autonome des jeunes API PROVENCE – Convention triennale de partenariat

**Mme BLAZY** – Il s'agit des jeunes de 16 à 30 ans. Le CLLAJ (comité local pour le logement autonome des jeunes) aide les jeunes de la CASA dans leur recherche de logement. Il lève les difficultés particulières auxquelles les jeunes sont confrontés. Il les aide également à s'approprier le logement. Il est donc un acteur important de la politique du logement.

Nous vous proposons d'approuver le partenariat avec API PROVENCE pour le CLLAJ. Cette convention, si vous le voulez bien, sera conclue pour une durée de trois ans avec une subvention qui sera fixée à 65 000 € par an.

**M. le Président** – Le logement, le déplacement et l'emploi représentent la meilleure façon d'insérer les jeunes. Nos concitoyens soulignent l'importance de l'apprentissage et de l'aide à la recherche de l'emploi. L'emploi constitue un premier pas vers l'autonomie et la citoyenneté. Cela passe par le logement.

**M. le Président** – Je vous propose la délibération au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

#### 49. Création de la conférence intercommunale du logement

**Mme BLAZY** – Cela fait suite à la loi ALUR et surtout à l'article 97 qui dit que tout PCI (pôle de compétence et d'innovation) compétent en matière d'habitat et doté d'un PLH (programme local de l'habitat) prouvé – c'est notre cas – doit mettre en œuvre une CIL (conférence intercommunale du logement).

En fait, comme Monsieur JOURDAIN qui faisait de la prose sans le savoir, déjà en 2006, nous avons créé la CCA (commission communautaire d'attribution), qui était composée de représentants du Conseil communautaire, des élus communaux désignés par le maire, du représentant de l'Etat et du représentant d'une association œuvrant autour du logement qui était l'association Galice. Il s'agit seulement aujourd'hui de faire évoluer notre CCA et de la transformer, je dirais même de l'enrichir un petit peu, en faisant la CIL et en y associant des acteurs nouveaux, à savoir les bailleurs, les collecteurs et les représentants des locataires.

**M. le Président** – Je suis sûr que c'est vous qui aviez soufflé cette mesure au Gouvernement. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Délibération adoptée à l'unanimité.*

### **CONSEIL DE DEVELOPPEMENT**

#### 50. Adhésion du conseil de développement de la CASA à l'association TERCIT et désignation du représentant

**M. THIERY** – Le Conseil de développement, pour mener à bien ses missions, entretient des relations avec différents organismes de représentation de la société civile et de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Pour ce faire, il entend participer aux actions de l'association TERCIT pour Territoires citoyens. C'est une association qui œuvre au niveau régional et qui relie les conseils de développement entre eux et avec les organismes représentatifs de la société civile.

Lors de sa séance du 24 février, le bureau du Conseil de développement a proposé d'adhérer à cette association et a confié à son président, Monsieur Bernard TOMASINI, le soin de le représenter. Les frais engagés sont liés au fonctionnement du Conseil de développement. Il est proposé que la CASA rembourse cette dépense exceptionnelle au président qui a avancé l'argent. Nous sommes sur une délibération qui coûte 150 € par an.

Il est proposé :

- de prendre acte de l'adhésion du Conseil de développement de la CASA à l'association TERCIT ;
- de prendre acte de la décision du Conseil de développement de confier au président le soin de la représenter ;
- de renouveler cette adhésion par tacite reconduction dans la limite d'une augmentation de 5 % des frais d'adhésion qui sont fixés à 150 € pour 2016 ;
- d'autoriser le remboursement ;
- d'imputer les renouvellements à venir sur les crédits du compte 6281 du budget alloué au Conseil de développement.

**M. le Président** – Chers collègues, je vous remercie de votre patience.

La secrétaire de séance

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Khéra BADAOU', with a large loop at the start and a horizontal line extending to the right.

Khéra BADAOU